

au point mort depuis longtemps et à établir à 18 ans l'âge légal du mariage, sans exceptions.



INNOVATION

En 2017-2018, le Canada a consenti d'importants investissements pour lutter contre la violence sexuelle et basée sur le genre ainsi que le mariage des enfants et le mariage précoce et forcé. Par exemple, GrOW est un programme de 17,5 millions de dollars sur cinq ans à l'appui du renforcement du pouvoir économique des femmes. Il est financé par le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) du Canada, en partenariat avec le ministère britannique du Développement international et la fondation William et Flora Hewlett. L'un des projets du programme GrOW, dirigé par l'organisation à but non lucratif de recherche et de politique Innovations for Poverty Action, a mis à l'essai au Bangladesh une démarche qui lutte contre le mariage des enfants au moyen de mesures incitatives financières. Ces mesures incitatives ont permis aux filles de continuer à fréquenter l'école, créé des possibilités de revenus et rehaussé le renforcement du pouvoir des femmes à la maison et dans la collectivité. Le programme a mené à des réductions substantielles du nombre de mariages d'enfants et de grossesses chez les adolescentes, améliorant ainsi la santé des filles et des femmes. En moyenne, les mariages ont été retardés de 6,6 ans et 3,6 années de scolarité supplémentaires ont été acquises.



INNOVATION

Au Ghana, un projet du gouvernement du Canada a aidé le ministère du Genre, des Enfants et de la Protection sociale à planifier et à mettre en œuvre son Cadre stratégique national pour la fin du mariage des enfants au Ghana 2017-2026. L'équipe de projet d'Appui au Programme pour la protection des enfants du Ghana a travaillé de concert avec les services d'éducation et les unités sur la santé sexuelle et reproductive. Ensemble, ils ont veillé à la mise en place de lois sur l'élimination du mariage des enfants et du mariage précoce et forcé. L'équipe de projet a collaboré avec les dirigeants communautaires et traditionnels pour lancer une campagne de communication innovante à l'échelle du pays au moyen de médias traditionnels et modernes. Grâce à cette campagne, le projet a prévenu 43 mariages d'enfants et a modifié les attitudes des dirigeants communautaires, des enseignants et des parents à l'égard du mariage des enfants.

En Haïti, 100 inspecteurs et 72 commissaires ont suivi en 2017-2018 à l'Académie nationale de police une formation sur les moyens de lutter contre la violence basée sur le genre. Le Canada a soutenu cet effort, en partenariat avec l'Université du Québec à Trois-Rivières, CRC Sogema Inc., l'Université de Sherbrooke et le Collège de Maisonneuve. D'autres concepteurs de cours et instructeurs ont reçu une formation sur la lutte contre la violence basée sur le genre, afin d'élargir la portée de l'initiative. De plus, une politique sur la prévention et la résolution du harcèlement a été élaborée et mise en œuvre au sein de la Police nationale d'Haïti.

En Cisjordanie et dans la bande de Gaza, le Canada a contribué à l'ouverture d'un espace sûr pour les femmes et les filles victimes de violence basée sur le genre dans la vieille ville d'Hébron. Cette réalisation a été rendue possible grâce au Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP). Le centre joue un rôle important dans la détection des cas de violence basée sur le genre. Il offre des services de consultation psychologique et facilite l'aiguillage des victimes de violence basée sur le genre vers d'autres services, et contribue à réduire les préjugés qui entourent la violence basée sur le genre.

En Afghanistan, le Canada a investi dans des programmes ayant pour objet de lutter contre la violence basée sur le genre parmi les personnes traumatisées par des années de conflit. L'un des projets s'appelle « Améliorer l'avenir de l'Afghanistan grâce au renforcement socio-économique ». Ce projet de 5,94 millions de dollars, qui reçoit l'aide de War Child Canada, renforce la capacité de la société civile et des institutions judiciaires de mettre en œuvre la Loi sur l'élimination de la violence envers les femmes. En 2017-2018, le projet a formé 590 membres du personnel juridique, représentants du gouvernement et dirigeants communautaires. Par la suite, toutes les personnes formées ont montré qu'elles connaissaient mieux la Loi sur l'élimination de la violence envers les femmes et les mesures d'intervention à prendre dans les cas de violence basée sur le genre. Des juristes ont fourni des services d'aide juridique à 1 775 femmes, notamment des victimes de violence basée sur le genre: ils les ont représentées au tribunal et ont réglé leurs affaires au moyen de processus de médiation communautaires. En outre, 1 750 victimes de violence basée sur le genre et autres membres de la collectivité ont reçu un soutien psychologique.

En 2017, le Canada a également contribué à la lutte contre la violence basée sur le genre dans la République démocratique du Congo. Ce soutien s'est manifesté sous la forme d'un projet appelé « Lutte contre

